THOMANN Bernard, *La Naissance de l'État social japonais. Biopolitique, travail et citoyenneté dans le Japon impérial (1868-1945)*, Paris, Les Presses de Sciences Po, 2015, 450 p.

Pierre-François Souyri

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/cipango/3322>

DOI : 10.4000/cipango.3322

ISSN : 2260-7706

Éditeur

INALCO

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2015

ISSN : 1164-5857

Référence électronique

Pierre-François Souyri, « THOMANN Bernard, *La Naissance de l'État social japonais. Biopolitique, travail et citoyenneté dans le Japon impérial (1868-1945)*, Paris, Les Presses de Sciences Po, 2015, 450 p. », *Cipango* [En ligne], 22 | 2015, mis en ligne le 13 février 2019, consulté le 09 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/cipango/3322> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cipango.3322>

Cipango est mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

THOMANN Bernard, *La Naissance de l'État social japonais. Biopolitique, travail et citoyenneté dans le Japon impérial (1868-1945)*, Paris, Les Presses de Sciences Po, 2015, 450 p.

Le livre de Bernard Thomann est la publication d'une excellente étude présentée en 2013 dans le cadre d'une habilitation à diriger les recherches (HDR). Dans ce travail, l'auteur revient sur certaines questions fondamentales pour quiconque s'intéresse à l'histoire du Japon impérial, notamment la manière de gouverner les populations laborieuses et, entre autres, de gérer leur vulnérabilité. L'ouvrage est divisé en quatre parties chronologiques à peu près égales en importance. Une première partie s'attache aux nouveaux mécanismes d'assistance aux populations qui se mettent lentement en place dans le contexte de bouleversements socio-politiques que représente la fin du shogunat, l'époque Meiji et les premières années de l'époque Taishō, jusqu'aux violentes « émeutes du riz » qui éclatent pendant l'été 1918. Une deuxième partie nous mène de 1918 à l'éclatement de la crise mondiale de 1929, période au cours de laquelle Bernard Thomann montre que se met en place ce qu'il appelle une forme de citoyenneté sociale. La troisième partie couvre la période 1929-1937. L'auteur y analyse notamment les réformes sociales entreprises alors ainsi que les processus de rationalisation dans un contexte de crise et de montée du nationalisme. Enfin, dans une quatrième partie, l'auteur évoque les tâtonnements des politiques sanitaires et sociales à l'heure de la mobilisation idéologique et de la guerre totale entre le déclenchement des opérations militaires en Chine en 1937 et la défaite finale de 1945.

Dans une introduction de grande qualité, l'auteur cherche à situer son propos dans le champ global de la recherche au Japon et en Occident. D'abord, il commence par remarquer en forme de paradoxe que les politiques sociales japonaises constituent comme une sorte d'angle mort de la recherche portant sur les processus de modernisation du Japon au ^{xx}e siècle, alors qu'on évoque volontiers à propos du Japon un contrôle social étroit et une forte cohésion

nationale. B. Thomann écarte les explications culturalistes et évoque la nécessité d'historiciser les processus, ce en quoi nous le suivrons volontiers. Il dit lui-même s'inscrire dans un courant général qui, depuis une vingtaine d'années désormais, tend à réintégrer l'histoire japonaise des processus de modernisation dans une histoire commune de la modernité, les politiques sociales n'échappant pas à la tendance générale.

L'auteur s'attache à un lieu commun de la pensée japonaise – largement véhiculé en Occident dans les années 1970 à l'heure du « capitalisme sauvage » – qui voudrait que l'État providence japonais serait réduit à pas grand-chose, la société bénéficiant d'amortisseurs sociaux quasi-institutionnalisés (famille, entreprises, assurances privées...) permettant à des solidarités locales d'intervenir avec efficacité. Sans nier complètement la chose, Bernard Thomann insiste sur le fait que ces corps intermédiaires ne sont pas le produit congénital de formes d'organisation sociale spécifiques, mais le produit d'une construction historique dans laquelle l'État en tant que tel joue un rôle central. Par ailleurs, l'État-nation japonais, comme tant d'autres, a aussi tenté d'exercer un contrôle de type biopolitique sur les populations en instituant des politiques sanitaires et en mettant en place toute une série de pratiques fondées sur des savoirs scientifiques dans le but de mieux compter, classer, surveiller, contrôler les populations : police, statistique, recensements, hygiène, etc. B. Thomann montre enfin et à juste titre que les politiques à l'égard de la vulnérabilité sociale sont le fruit d'un long processus, puisqu'elles ont été lentement mises en place dès les dernières années du XIX^e siècle et se sont développées peu à peu jusqu'à la guerre, faisant entrer en jeu des franges de plus en plus larges de l'appareil d'État et des relais sociaux puissants dans la société.

Ce faisant, B. Thomann remet en cause les thèses marxistes élaborées entre 1930 et 1960 (les thèses de l'école Kōza pour l'essentiel). Celles-ci ont cherché à minimiser l'impact de ces politiques avant la défaite et à montrer que la citoyenneté sociale ne se serait développée vraiment que dans le Japon d'après-guerre, c'est-à-dire suite à l'effondrement du militarisme japonais et à la démocratisation brutale de la société sous la conduite de l'occupant américain. Cette idée, qui fut paradigmatique pendant près d'un demi-siècle, veut que le Japon aurait constitué, avant la défaite de 1945, une société semi-féodale, arriérée sur le plan social, et que cette arriération serait la source même des tendances

autoritaires et fascisantes prises par l'État dans les années 1930. L'objectif est donc – sans pour autant tomber dans le piège de la réhabilitation – de montrer comment et pourquoi naissent – surtout à partir de 1918 – dans l'appareil d'État, mais aussi à l'extérieur de celui-ci parmi certains cercles d'industriels, des groupes d'experts, universitaires, médecins, technocrates, politiques, militaires qui s'emparent de la question sociale (le mot, rappelle justement l'auteur, émerge dans le vocabulaire dans les dernières années du XIX^e siècle). B. Thomann veut ainsi montrer comment cette question sociale devient l'objet d'un débat dans lequel s'affrontent – indépendamment mais souvent aussi sous l'influence de la pression sociale, notamment des luttes ouvrières – des forces politiques et des opinions, parfois divergentes, animées de présupposés idéologiques plus ou moins tranchés – l'auteur qualifie ceci de « nébuleuse réformatrice » – qui vont toutes travailler à un meilleur contrôle et à une meilleure intégration des couches laborieuses par la mise en place lente et progressive d'un arsenal législatif qui aboutit à la naissance d'un système d'assurance maladie dès la fin des années 1930.

Pour réaliser ce programme ambitieux, l'auteur s'attache à travailler dans plusieurs directions. D'abord, il suit pas à pas les lieux où se déroulent les débats qui vont ensuite donner naissance – ou pas – à des délibérations législatives puis à des lois de protection sociale, salariale, ou portant sur le logement, la santé ou l'hygiène, ou encore à des instruments de mesure avec la naissance puis la sophistication d'un appareil statistique par exemple. Les idées sont émises, débattues, dénigrées, écartées ou adoptées. Ces lieux sont clairement identifiés : la Kyōchōkai (Société pour la coopération), la Yūaikai (Société fraternelle), le Centre de recherche Ōhara sur les questions sociales, le Centre de recherche sur les sciences du travail de Kurashiki, le Centre de recherche du Sud mandchourien ou encore le Groupe de recherche Shōwa, qui servit de groupe de réflexion à la fin des années 1930 au Premier ministre Konoe, par exemple. Ensuite il « suit » certains penseurs de la question sociale, Nagayo Sensai, Gotō Shinpei, Maeda Tamon, Teruoka Gitō, les « nouveaux bureaucrates », Koizumi Chikahiko, etc. Enfin, et c'est peut-être la plus grande originalité de ce travail, il rétablit le débat dans toutes ses composantes en liaison avec ceux qui avaient lieu au même moment dans la plupart des pays occidentaux, rétablissant cette histoire dans sa dimension transnationale. B. Thomann montre comment le débat dans le Japon de ce temps-là, loin de se constituer en vase clos, est en correspondance avec ceux qui

animent l'Europe. Les passages consacrés à l'OIT et l'influence qu'a pu avoir cette organisation dans le débat interne au Japon (le voyage d'Albert Thomas au Japon par exemple ou celui de Fernand Maurette) attirent l'attention sur le rôle de certains experts japonais parfaitement en phase avec leurs homologues occidentaux sur les enjeux des questions sur lesquelles ils travaillent.

Le travail met en lumière – notamment dans la quatrième partie, qui est à mon sens la plus innovante – comment le régime militariste japonais correspond aussi à un moment d'avancée importante de l'État social, alors que la « citoyenneté sociale » est en net recul. La dynamique de la guerre totale aurait donc été un accélérateur dans la formation des États sociaux. D'une certaine façon, le travail de l'auteur nous confirme que la défaite de 1945, si elle fut de conséquence pour les populations avec le retour de la paix et la poussée démocratique, peut aussi se comprendre dans le cadre de continuités, nombre de réformes de l'après-guerre s'appuyant sur des institutions existantes ou reprenant des contenus identiques, au-delà des différences des discours qui les sous-tendent (la Seikatsu hogohō de 1950 comme continuité de la loi d'assistance de 1929 révisée en 1937 par exemple). On sait aujourd'hui que bien des institutions sociales de la IV^e République étaient en gestation à Vichy. Là encore, l'histoire japonaise confirme un processus semblable à celui de bon nombre d'États européens, d'autant que les bureaucrates des ministères concernés par la politique sociale (ministère du Travail, ministère de la Santé) ne furent jamais purgés par les Américains au lendemain de la guerre.

Si le travail effectué ici est remarquable, le défaut principal du livre réside peut-être dans sa structure même qui incite à passer d'un problème à un autre sans que le lecteur ne puisse toujours suivre l'enjeu. Car l'auteur, dans sa grande connaissance du sujet, mène le lecteur dans le moindre débat, dans la moindre proposition de réforme pas toujours sanctionnée par une loi, ce qui est certes souvent intéressant pour la complexité des discussions et des propositions, mais risque de lasser le lecteur de bonne volonté. Un autre plan plus construit à l'intérieur des quatre grandes parties aurait peut-être permis au travail de gagner en visibilité. Un travail de pédagogie en direction du lecteur aurait permis à la démonstration d'emporter plus sûrement l'adhésion.

Enfin, il nous a semblé que le travail aurait aussi gagné en force sans pour autant nécessiter des recherches supplémentaires considérables si B. Thomann avait cherché à mieux montrer les trajectoires des individus « réformistes » dont

il cite l'action ou la pensée. De quel milieu sortent-ils ? Quelle université ont-ils fréquenté ? Comment se sont-ils déterminés dans leur réflexion ? Quelle furent les étapes principales de leur carrière ? Sans se livrer à une analyse des réseaux systématique, un tel travail aurait permis sans doute de trouver d'autres lignes de fracture entre les différents groupes qui interagissent au sein de l'appareil d'État ou dans les différents groupes de réflexion, et parfois aussi ce qui les oppose. Car on finit presque par oublier que ces personnages dont B. Thomann nous rappelle la pensée sur un point précis de la réforme sociale ont aussi pu avoir, par ailleurs, une influence déterminante dans d'autres domaines rarement pour le meilleur et souvent pour le pire.

Nous ne citerons qu'un seul exemple, celui de Koizumi Chikahiro, qui apparaît ici dans les premières années de la guerre à la fin des années 1930 comme un médecin essentiellement préoccupé par la dégradation de la condition physique des populations, et notamment des appelés, et qui s'interroge sur la nécessité de mettre en place une gouvernance sanitaire et sociale de la population. Koizumi, nous rappelle B. Thomann, plaide pour la mise en place d'un ministère de la santé publique finalement institué en 1938, et en est le ministre sous le cabinet Tōjō de 1941 à 1944. Son slogan favori était *kenhei kenhei* « Un citoyen sain, un soldat sain » (p. 373). À suivre ici son parcours, l'homme paraît presque inoffensif. C'est pourtant aussi l'un des promoteurs énergiques du programme de recherche sur les gaz de combat qui se développe en Mandchourie notamment dans le cadre d'expériences menées sur des êtres humains vivants, à Pingfan (Unité 731). On comprend mieux pourquoi Koizumi se suicide en septembre 1945 alors qu'il est déjà activement recherché par les Américains. À mettre un peu de « chair » dans son travail permettrait sans doute à l'auteur de rendre parfois son étude plus agréable à la lecture et d'éviter une forme de travers dont il n'est pas toujours exempt : à étudier de près la « nébuleuse réformatrice » et son influence sur le cœur de l'État, on finit par oublier, par une sorte de déformation de la focale trop accentuée, la tragédie dans laquelle se débattait le monde de l'époque.

Au-delà des insuffisances évoquées ici, le travail de B. Thomann constitue, c'est indiscutable, une avancée cognitive dans les perceptions que nous pouvons nous faire du premier ^{xx}e siècle japonais. La connaissance qu'a l'auteur des différents débats qui animèrent les cercles réformateurs est tout simplement merveilleuse. Sa maîtrise des textes, de la littérature secondaire, des auteurs japonais et anglo-

saxons est remarquable et lui permet de jongler d'un courant à l'autre, de croiser les sources, de reprendre les auteurs dans leurs affirmations, de les nuancer. Il est clair que ce travail marque un tournant dans les études historiques sur le Japon moderne, d'autant qu'aucun ouvrage n'est disponible ni en japonais ni en anglais brassant autant d'informations et maniant l'analyse avec autant de finesse sur une pareille question.

Pierre-François SOUYRI
Université de Genève